



N'imitiez rien ni personne. Un lion qui copie un lion devient un singe. V. Hugo

semaine 11 - 2019

Du 11 au. 17/03

Je gagne 1 100 €, vous 5 300 €, et vous me dites de rentrer chez mi ?

Un gilet jaune à un député

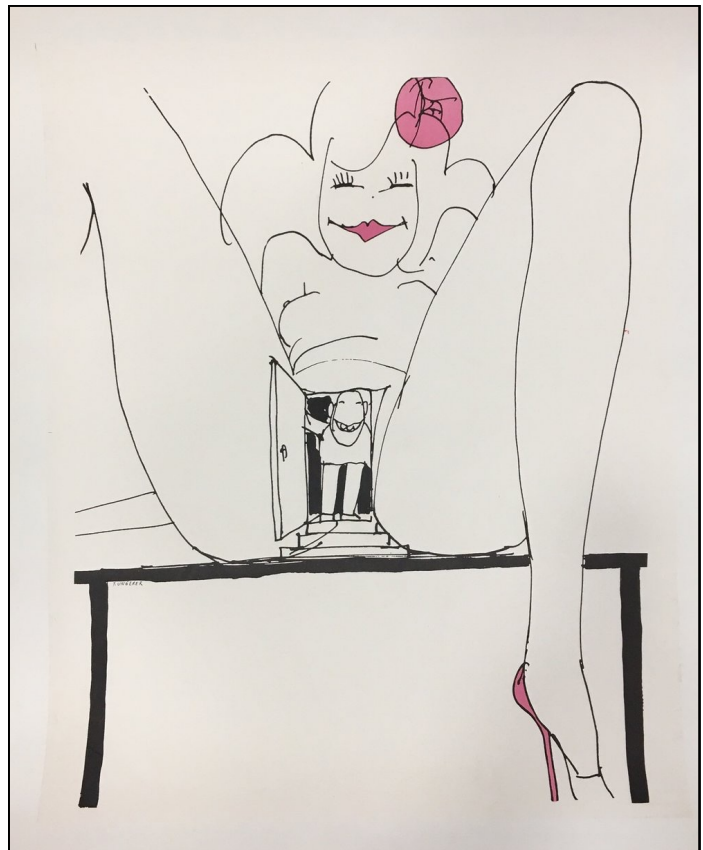
Bon mot : la gaystapo

Quand je suis devenu président, on m'a dit : il faut regarder les réseaux sociaux. J'ai vite arrêté, parce que sinon je devenais tout à fait déprimé, angoissé même

François Hollande

Comme Sarkozy, je suis dans la fracasserie. Alors je fracasse !

Rachida Dati, maire du 7^e arrondissement de Paris



Tomi Ungerer

Politique

Gilet jaunes

Acte XVII samedi 9/03 des Gilets jaunes et une baisse de la participation à 39 300 selon le ministère de l'Intérieur dont 4 000 à Paris. Mais cette fois-ci, les Gilets jaunes ont été rejoint par les écolos sur le climat des associations Alternatiba et ANV-COP21. Ainsi que les gilets roses des femmes se battant pour l'égalité. Le gilet est décidément très à la mode. Des manifestations ont aussi eu lieu à Lyon, Saint-Brieuc, Caen, Rouen, Dijon, Lille, Strasbourg ou Nancy.

Flicaille. La place Bauveau a mis en place des cellules spéciales Gilets jaunes. Elles sont composées de spécialistes de l'investigation, du renseignement, de la police scientifique et de lutte contre la cybercriminalité qui sont placées sous l'autorité des chefs de sûreté départementale. Et c'est ainsi que des manifestants se sont retrouvés devant les tribunaux.

L'un d'eux, qui avait montré ses fesses et balancé des pavés aux forces de l'ordre s'est retrouvé devant le tribunal correctionnel et condamné à trois mois ferme de prison et écroué dans la foulée. Ils sont à ce jour 148 à avoir bénéficié d'un tel traitement. Quatorze cellules de ce type sont opérationnelles, les deux plus importantes étant à Toulouse et Bordeaux.

Comme le relève Jérôme Fourquet, patron du département Opinion de l'IFOP, qui a examiné l'origine géographique des contributions : « *la France qui a participé à cette enquête est celle qui a voté Macron au 1^{er} tour de la présidentielle (...) c'est la France urbaine, socialement favorisée et retraitée* ». Un petit débat entre amis en quelque sorte. Conclusion de Fourquet : cette consultation « *n'est pas le remède ou le ciment d'une société fragmentée* ».

Les équipes du Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française), ont enquêté sur la qualité des personnes qui se sont prêtées au jeu du grand débat. Ô surprise, on est en présence d'une population qui n'a que peu à voir avec les Gilets jaunes.

Ce sont majoritairement des hommes (55 %), âgés (60 ans en moyenne), retraités (50%) et actifs de plus de 50 ans (34 %), dotés d'un fort capital humain (64 % déclarent détenir un diplôme de l'enseignement supérieur) et propriétaires de leur logement (75 %).

Il y a clairement une France plurielle qui se sent soit menacée par le contexte de crise des gilets jaunes, soit déboussolée par les choix d'action publique de l'exécutif et qui souhaite proposer des alternatives.

La bascule de certains Gilets jaunes dans un début de clandestinité inquiète le ministère de l'Intérieur. Les autorités surveillent de près le succès croissant des stages de « désobéissance civile » suivis depuis le début du mouvement par plus de 1 500 personnes tentées par l'action directe.

Les policiers se plaignent par ailleurs d'une multiplication d'attaques aux matières fécales ("cacatov") apparues lors des dernières manifestations, un mode opératoire rappelant celui de la Zad de Notre-Dame- des-Landes.

Dernière préoccupation: selon une note du Service central du renseignement territorial (SCRT), les participants au grand débat « *sont essentiellement des seniors. Font figure d'absents les "gilets jaunes" et les populations des quartiers sensibles* ». En ratio participants/nombre d'habitants, les réunions sont faiblement fréquentées.

Politique

Air du temps. Les cotes de popularité du président de la République Emmanuel Macron et du Premier ministre Edouard Philippe se sont redressées après un an de baisse continue pour le premier qui gagne cinq points par rapport à début décembre à 28 %.

Dans le même temps, le soutien au mouvement des gilets jaunes a nettement reculé, avec 36 % (-17% depuis décembre) des Français qui le soutiennent, 35 % (+4) qui le comprennent sans le soutenir et 20 % (+10) qui y sont globalement opposés. Pour 63 %, le mouvement doit « arrêter les manifestations et trouver d'autres modes d'action », contre 30 % d'un avis contraire.

Las d'un dialogue social « qui n'en a que le nom », huit des neuf syndicats des fonctionnaires ont boycotté le conseil commun de la fonction publique, dernier des quatre organes consultatifs où ils ont pratiqué la politique de la chaise vide pour protester contre « les dangers » du projet de loi de transformation de la fonction publique qu'ils jugent destructeur.

Il se dit que. Jean-Yves Le Drian se prépare, de manière très active, à devenir Premier ministre au cas où Emmanuel Macron voudrait donner un léger virage à gauche à son quinquennat à l'issue du «Grand Débat». Plusieurs de ses conseillers l'y poussent. Notamment le dernier arrivé, Philippe Grangeon. Mais aussi Richard Ferrand. Tout cela n'est pas du tout du goût d'Édouard Philippe

Xavier Driencourt, l'ambassadeur de France à Alger, est très sollicité par les pouvoirs publics français, inquiets des mécontentements liés à la nouvelle candidature d'Abdelaziz Bouteflika à la magistrature suprême algérienne.

Il y a quelques jours, il a fait un aller-retour discret à l'Élysée puis au quai d'Orsay. La DGSE et la Direction du renseignement militaire sont également sur les dents. Même si à Paris le mot d'ordre vis-à-vis de l'Algérie n'est «ni ingérence ni indifférence».

À moins de trois mois des élections européennes, La République en marche fait toujours la course en tête dans les sondages, au coude-à-coude avec le Rassemblement national (22% et 21%). Dévoilé dimanche 10/3, le dernier sondage Harris Interactive-Epoka pour RTL, LCI et *Le Figaro* conforte le match.

La présence éventuelle d'une liste gilets jaunes ne changerait rien au rapport des forces. Les Républicains de Bellamy sont à 14%, les écolos en dessous de 10 et Méchançon à 9 et au plus bas, on trouve les socialos avec à peine 5% comme Dupont Gnan Gnan ! Méfions-nous toutefois, le phénomène gilets jaunes peut réserver des surprises.

Retour à l'envoyeur. Marine Le Pen a dénoncé sur RTL le financement par les lobby, et notamment Bayer Monsanto, du parti d'Emmanuel Macron au Parlement européen, à savoir l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, une dénomination qui est aussi un contresens. Autres joyeux donateurs : Uber, Google ou le géant suisse des pesticides Syngenta.

Sur la seule année 2018, ce parti centriste libéral a reçu 122 000 euros de la part de huit multinationales et lobbys. Tous ont payé un droit d'entrée compris entre 7 000 et 18 000 euros pour pouvoir intervenir lors du congrès annuel du parti, organisé à Madrid en novembre 2018, ou lors de colloques. Bayer confirme. Et ce n'est que la partie émergée d'un financement plus vaste.

Tandis qu'une commission parlementaire s'égare dans la recherche hypothétique de groupuscules violents d'extrême droite, une gauche identitaire indigéniste influencée par Houria Bouteldja, dont l'influence ne cesse de grandir au sein des Insoumis (Méchançon) et des diverses mouvances de gauche, propage des idées bien marquées : pour eux, la lutte des races est à l'ordre du jour.

Le syndicat d'enseignants SUD-Education 93 l'atteste. A leurs yeux, l'Education nationale est ouvertement considérée par le syndicat comme « s'attaquant » aux familles « racisées » par islamophobie et racisme d'Etat. Un stage dénonçant l'école comme « raciste » peut être suivi par les enseignants aux frais de l'Education nationale. Si le gouvernement veut lutter contre le racisme en France, il ferait bien de regarder de ce côté : il y verrait de quoi dissoudre.

Les députés européens ont voté la levée de l'immunité parlementaire de l'eurodéputé Jean-Marie Le Pen, demandée par la justice française dans l'enquête sur des emplois fictifs présumés au Parlement européen. La facture de cette affaire portant sur les salaires versés, sur des fonds européens, à des assistants d'eurodéputés a été évaluée par les enquêteurs à 7 millions d'euros.

Elysée

On en cause. Emmanuel Macron, qui consultait de temps en temps - et seulement par téléphone - Alain Minc, a cessé tout contact avec le conseiller du CAC 40 et l'essayiste depuis le début de la crise des Gilets jaunes. Trop bavard et trop pote avec Alain Juppé et Sarko.

Tirage ente Macon et son premier ministre, le sieur Philippe. Le premier voudrait Agnès Buzyn comme tête de liste aux européenens quand le second aimerait imposer Nathalie Loiseau, déjà en charge des Affaies européennes mais qui a le grave défaut d'être juppéiste.

Le choix d'Agnès Buzyn s'avère tout de même périlleux, car au même moment arrive sur les bancs de l'Assemblée nationale la réforme de la Santé, jusqu'alors portée par une ministre qui, de semaine en semaine, n'a cessé de prendre du poids et de l'épaisseur politique.

On se marre. Le président de la République, Emmanuel Macron, a remis le premier prix Simone-Veil à la Camerounaise Aissa Doumara Ngatansou qui gère une association d'aide aux victimes de viols et de mariages forcés dans son pays. On se demande sur quel budget ont été pris les 100 000 € de ce prix.

Emmanuel Macron, envisage de nommer pour lui succéder comme directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides-OFPRA Julien Boucher, 43 ans, conseiller d'Etat, directeur des affaires juridiques, au secrétariat général du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de la Cohésion des Territoire depuis juin 2012.

Tandis que Macron, dans les provinces, bavasse avec les élus et que Sébastien Lecornu tient le micro pour leur donner la parole, Emmanuelle Wargon reçoit discrètement des délégations de gilets jaunes dans une mairie du département ou à la préfecture. Le tandem Lecornu-Wargon focntionne bien. En Conseil des ministre le chef de l'État a prévenu tout le monde, autour de la table : il faudra déboucher sur des propositions chocs.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a confirmé que les interventions du président de la République dans le cadre du grand débat national souvent diffusées en direct par les chaînes d'information en continu rentraient bien dans le décompte du temps de parole de l'exécutif.

Algérie. L'Elysée marche sur une ligne de crête car, en « saluant » la décision de Bouteflika, il valide aussi la stratégie du pouvoir algérien de repousser sine die les élections. Une décision qui s'apparente à un coup de force constitutionnelle, critiqué par les opposants.

On n'oublie pas la polémique provoquée par Macron quand, en visite éclair à Alger le 14 février 2017 il avait déclaré que la colonisation était bien un « *crime contre l'humanité* » et une « *vraie barbarie* ». Comment peut-on être maso à ce point !

Gouvernement

Quelque 117 cas d'attaques, d'agressions ou de menaces vis-à-vis des parlementaires ont été recensés depuis le 20 novembre, sur fond de mouvement des gilets jaunes, a fait savoir le Premier ministre, Edouard Philippe, qui recevait les présidents des Assemblées et des représentants des groupes.

Bruno Le Maire, qui mène son combat fiscal contre les Gafa en solitaire tout en visant le quai d'Orsay au cas où Jean-Yves Le Drian, l'actuel ministre des Affaires étrangères, aurait la bougeotte, surveille également de près les ventes de son livre *Paul*, publié dans la collection blanche de Gallimard. Il s'est vendu à 3 400 exemplaires à ce jour.

« *En avril, Emmanuel Macron clôturera le grand débat et précisera sa vision en donnant les grands axes de réponse et le sens de la direction à suivre pour le gouvernement* », a confié Sébastien Lecornu ministre chargé des collectivités territoriales au *Journal du dimanche*. Confirmant aussi « *qu'il y aura des surprises* ». On voit mal lesquelles !

« *Imaginer qu'il serait possible de sortir du grand débat par une série d'annonces, de vérités révélées, serait se tromper sur la nature même de l'exercice* », a de nouveau prévenu le Premier ministre. S'exprimant devant les députés macronistes, Philippe avait déjà évoqué un « *risque décevant important* » à l'issue du grand débat, selon plusieurs participants.

Institutions

La députée LREM d'origine togolaise, Laetitia Avia, va déposer un projet de loi contre la haine comme l'avait promis Emmanuel Macro à un dîner du Crif. Et d'avouer qu'elle reçoit des insultes du genre « *négresse, sale noire* ». A ma connaissance, négresse n'est pas une insulte. Bref, obligation sera faite aux plateformes numériques de supprimer le propos litigieux. Réponse au mois de mai.

La direction technique (DT) de la DGSE va construire un nouveau centre de données dans le département des Yvelines, qui accueille déjà un supercalculateur sur son site des Alluets-le-Roi. Ce *data center* de 4 000 m², estimé à 20 millions €, sera opérationnel d'ici trois ans.

« *Le Sénat a montré son indépendance* » dans l'affaire Benalla, a jugé son président (LR) Gérard Larcher, se disant « *fier du travail de la commission des Lois (...), fier du travail de ses rapporteurs (Muriel Jourda et Jean-Pierre Sueur) et du président (Philippe Bas)* ».

Ca ne s'invente pas. Didier Mamis, 50 ans, inspecteur général de santé publique, vétérinaire de profession, a été nommé secrétaire général pour les affaires régionales auprès du préfet de la région Corse. Bigre. Les Corses seraient-ils des animaux ? On pourrait aussi nommer un coiffeur aux affaires culturelles !

La réforme constitutionnelle sera examinée cette année, dans une version remodelée - en prenant en compte les conclusions du «Grand Débat national» - et même avant le mois d'août et les vacances parlementaires.

La cour des comptes s'est intéressée aux moyens consacrés à la lutte contre la délinquance économique et financière. Elle a relevé, dans le niveau et l'organisation des moyens spécialisés des ministères de l'Intérieur et de la Justice, des faiblesses qui nuisent à l'efficacité des poursuites. D'où cinq recommandations afin de mieux utiliser les moyens existants.

En septembre dernier le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, avait annoncé la création d'un Observatoire de la fraude fiscale. Le sénateur communiste Éric Bocquet vient de faire acte de candidature. « Excellente idée » s'est exclamé le pitre Darmanin.

Alain Juppé, Jacques Mézard et François Pillet ont fait leur entrée officielle au Conseil constitutionnel suite à une cérémonie qui s'est déroulée à huis clos à l'Élysée. Ils se retirent de la vie politique pour neuf ans, soit la durée de leur mandat.

François Pillet, 68 ans, LR, est sénateur depuis 2007 et vice-président de la commission des Lois, il présidait aussi le comité de déontologie parlementaire du Palais du Luxembourg. Quant à Jacques Mézard, 71 ans, radical de gauche, ex-sénateur du Cantal, il fut surtout ministre de la Cohésion des territoires sous Hollande.

La présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, s'apprête à soumettre au vote le 20 mars une modification du règlement intérieur qui devrait enflammer l'hémicycle. Le texte crée un outil pour évaluer la bonne ou mauvaise conduite d'un élu régional en séance, en s'inspirant directement d'un baromètre conçu pour qualifier la gravité des violences... faites aux femmes.

Divers

À l'occasion de la Journée du droit des femmes, des Algériennes se sont rassemblées au Trocadéro, pour protester contre la candidature de Bouteflika à un cinquième mandat.

Tokia Saïfi, députée européenne et ancienne ministre de Chirac est la première à s'engager publiquement pour le retrait de Bouteflika. Elle a siégé au Parlement européen durant quatre mandats. Et a refusé de se présenter pour un cinquième en dépit de l'assurance d'être réélue.

Arnaud Delaunay, directeur médias-presse du Medef depuis douze ans, change de secteur. Il devient directeur des relations extérieures des laboratoires Boiron, présidés par Thierry Boiron et dirigés par Valérie Lorentz Poinot.

On apprend le décès d'André Damiens, ancien maire de Versailles, ancien collaborateur de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur, à l'âge de 88 ans. André Damiens était avocat de formation, ancien bâtonnier et homme de culture.

Thomas Buberl, le directeur général d'Axa qui est Allemand, ne cache pas qu'il a fait arrêter à plusieurs reprises sa voiture à des ronds points tenus par des Gilets jaunes afin de les interroger et comprendre leurs préoccupations. Pour ce faire, il enfilait le fameux gilet pour passer incognito et discuter avec les manifestants. Belle leçon de social.

Laurent Berger, le leader de la CFDT, ne rate plus une occasion de critiquer le chef de l'État. Ainsi a-t-il estimé que la tribune d'Emmanuel Macron pour un projet européen, publiée dans la presse, est une vision positive de ce qu'il faudrait faire mais laisse perplexe dans la mesure où l'on ne peut pas au niveau européen être ouvert sur les droits sociaux et au niveau national être fermé sur ces questions-là.

C'est un cataclysme selon l'aveu du président du comité des pêches de Bretagne, Olivier Le Nézet. En l'absence d'accord avec le Royaume-Uni d'ici au 29 mars, les bateaux bretons ne pourront plus pêcher dans les eaux britanniques. Or, près de la moitié des captures y sont réalisées. Sans parler des conséquences sociales pour les pêcheurs, leurs familles et les ports bretons.

Tambouille macronésienne

Malaise à LREM. Il y a ceux qui ont quitté le groupe. Et ceux qui n'y ont jamais trouvé leur place : des députés La République en marche (LREM) jugés « *pas au niveau* » par leurs pairs, qui se contentent du strict minimum à l'Assemblée nationale ou qui ont carrément disparu des radars.

Sans être rebelles, d'autres ne sont pas toujours vus comme des plus-values. « *On en a identifié 40 à 60 qui sont... perdus, pas bons, se desole un fin connaisseur du groupe. Ils font des trucs mais ils brassent de l'air.* » D'autres aimeraient faire, mais n'ont pas trouvé l'occasion : sans responsabilités parlementaires, ils se recroquevillent sur leur circonscription. La solitude du coureur de fond !

Ils seraient une cinquantaine à ne pas vouloir se représenter en 2022, parce que « *c'est trop dur psychologiquement* », estime un député. « *Ils ne se retrouvent pas dans la réalité de ce travail,* confirme une observatrice macroniste.

Dans l'ombre de ByTheWay, société fondée par l'ex-animateur TV Laurent Fontaine et l'ex-femme de David Douillet, Valérie Douillet, qui coache députés et ministres de la majorité depuis le début du quinquennat, l'ESJ Pro (associé à l'ESJ de Lille) organise discrètement des sessions de média training pour le groupe La République en marche (LREM) à l'Assemblée nationale.

Le centre de formation ne ferait toutefois pas appel aux professeurs de l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille, avec laquelle l'ESJ Pro est associée - cette dernière étant une filiale du groupe Centre France-La Montagne.

Le député des Bouches-du-Rhône Saïd Ahamada (7^{ème}) est l'option principale de LREM pour les municipales à Marseille. Agé de 46 ans, il est originaire des Comores et diplômé d'un master en finance. Sa famille est installée à Marseille depuis 1973.

Nathalie Griesbeck, Elisabeth Morin-Chartier, députées européennes sortantes et Fabienne Keller, sénatrice du Bas-Rhin, seront en position éligible sur la liste LREM pour les européennes.

Rien n'est joué pour la tête de liste LREM aux municipales à Paris. Mais c'est bien Benjamin Griveaux qui, pour l'instant, fait la course en tête position et a engrangé le plus de soutiens. Cédric Villani est inaudible et Mounir Mahjoubi vient de se déclarer sans prévenir Matignon qui n'apprécie pas du tout.

Droite

Virginie Calmels qui fut le numéro deux des Républicains et successeur possible d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux, qui vient de se défaire de tous ses mandats pour retourner à la vie civile est devenue directrice générale de la société immobilière de luxe Barnes International et directrice générale de Barnes Hospitality.

Outre des services immobiliers haut de gamme, la société immobilière est présente dans le conseil en art et patrimoine, le conseil en transaction ventes et locations de yachts, la vente de vignobles, chasses et haras, l'architecture et la décoration intérieure.

Lors de son entretien avec Emmanuel Macron il y a quelques semaines, Christian Jacob n'a pas mâché ses mots : « *Je lui ai dit qu'il avait mis le pays dans un état pré-insurrectionnel, et lui prenait des notes avec un air contrit. Il se mettait en situation d'écoute.* » « *J'aurais dit 10 % de ça à Sarko, je passais par la fenêtre, et puis j'étais coupé au bout de trois secondes* », se marre Jacob en petit comité.

Laurent Wauquiez, qui cherche à tirer son épingle du jeu face à Macron, dénonce l'acharnement dont fait preuve l'exécutif contre les classes moyennes et prône une baisse des droits de succession et une réduction de 10% de l'impôt sur le revenu « *pour toutes les classes moyennes sans condition* ».

Gauche

Bernard Cazeneuve, l'ancien poids lourd du gouvernement de François Hollande, qui laisse planer le doute sur son retour en politique, s'efforce d'agréger des soutiens issus de la haute fonction publique, du Parti socialiste et des avocats d'affaires.

Au sein du PS, Bernard Cazeneuve n'a pas de réseaux structurés. Mais l'ex-hôte de Matignon appelle beaucoup de monde et est en contact régulier avec d'anciens ministres comme Matthias Fekl, Najat Vallaud-Belkacem ou Emmanuelle Cosse. Il voit aussi François Hollande et dialogue avec Laurent Berger, de la CFDT et le sociologue Michel Wieviorka.

Le chef de file de la France insoumise Jean-Luc Melenchon intime aux Européens de « *sortir des traités* » qui ont « *figé toutes les politiques économiques dans le dogme absurde de l'ordolibéralisme* », dans une tribune publiée sur le site de *Libération* et dans plusieurs journaux européens.

Le satisfecit donné par Ségolène Royal à la lettre d'Emmanuel Macron sur l'Europe passe mal au PS. « *On ne comprend rien à ce qu'elle veut, dit l'un. Elle voulait être tête de liste [aux européennes], puis elle ne veut plus. Elle tape sur Macron, puis elle enchaîne avec des déclarations énamourées qui nous font mal politiquement.* »

C'est Raphaël Glucksmann et son Bricorama Place publique qui mènera la liste aux européennes. Il formera un binôme avec la fondatrice de l'ONG Bloom, Claire Nouvian, pour mener la campagne – même si celle-ci ne figurera pas dans les premières positions. Du coup, Olivier Faure, patron du PS, s'est rallié à son panache blanc. Faute d'avoir une tête de liste connue.

Société

La profanation d'églises ne cessent de se multiplier dans toute la France. En 2018, 1 063 actes de malveillance ont été recensés par la Place Beauvau, qui, comme les autorités ecclésiastiques, tient désormais une comptabilité précise (comprenant les dégradations de temples protestants). « *Il n'y a pas de cathophobie en France*, balaie Monseigneur Olivier Ribadeau Dumas, porte-parole de la Conférence des évêques de France. Y a que des musulmans bienveillants !

Le projet de loi de bio-éthique, dont le point le plus sensible est l'extension de la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de femmes et aux femmes seules, sera présenté « *avant l'été* » en Conseil des ministres, a assuré la ministre de la Santé, Agnès Buzyn.

Salle comble et horde de paparazzi étaient au rendez-vous donné par le Chinese Business Club au Pavillon Gabriel à Paris, le 8 mars, pour la remise du titre de « Femme de l'année 2019 » à Carla Bruni-Sarkozy. Ovation de l'assistance, qui comptait cinq Miss France, Anne Roumanoff, la députée Sabine Thillaye, mais pas Brigitte Macron.

Du jamais vu dans le petit monde de l'ostréiculture de la Manche : le manque de main d'œuvre. Du coup, les ostréiculteurs ont fait appel à de la main d'œuvre... polonaise. Pour les rares Français, le boulot est trop dur et les horaires trop décalés. Les Polonais sont, eux, heureux d'être là et surtout très travailleurs. Ils sont logés et gagnent 1237 € net par mois.

Faits divers

Philippe Cléac'h, directeur de l'enseignement diocésain en Loire-Atlantique depuis 2017, nommé par l'évêque de Nantes, et régnant sur plus de 100 000 élèves, a été suspendu de ses fonctions pour trafic de stupéfiants. Y a pas que des pédophiles chez les cathos.

La manifestation nocturne de l'acte XVII des Gilets jaunes tarbais s'était pourtant déroulée dans un calme relatif. Aux alentours de minuit, alors qu'il ne restait qu'une petite centaine de manifestants dans le centre-ville, une voix s'est élevée : « *On va à la gendarmerie et chez les Francs-Maçons!* ». Et ils ont saccagé la cagna maçonnique, tendance GODF.

On se marre. L'inénarrable Jack Lang de bois, actuel président de l'Institut du monde arabe, aurait reçu pour plus de 196 000 € de costards et pantalons du couturier italien Smalto, sans contrepartie est-il précisé par le folliculaire de l'Obs. L'actuel proprio du couturier est le banquier Alain Duménil, autre inverti, mis en examen pour banqueroute frauduleuse.

Un plongeur sud-africain a échappé de peu à la mort la semaine dernière après avoir été brièvement avalé par une baleine au large de Port-Elizabeth. « *Ça n'a été l'affaire que de quelques secondes, avant que le rorqual réalise son erreur et ouvre la gueule pour me recracher* », a expliqué Rainer Schimpf. Le rorqual de Bryde, un cétacé pouvant atteindre 15 m, se nourrit de petits poissons et crustacés

Immigration / islam

Manifestations dans la plus algérienne des villes de France, Marseille, contre la candidature de Bouteflika et le FLN. Parole d'une manifestante : « *Je suis arrivée à Marseille il y a quarante ans. J'ai une double culture. Et ma fille, qui est née ici, d'un père berrichon, aussi ! On a encore de la famille là-bas. On y va en vacances. On est français, mais impliqués* » dans le débat politique.

Le problème : « *Les Algériens de Marseille sont les descendants de ces ouvriers. Ils sont français depuis plusieurs générations. S'y ajoutent les victimes de l'indépendance : harkis et pieds noirs, eux aussi français. Et, enfin, les derniers arrivés, qui ont fui et continuent de fuir la misère ou le régime, mais sont immédiatement intégrés grâce à la langue et aux relations familiales.* »

Profil : Il est français car né en France, même s'il a passé toute son enfance et fait ses études en Algérie. Pour lui, comme pour des milliers de jeunes Algériens, Marseille est un eldorado. La filière d'immigration illégale est simple, évidente, et ne pose pas de problème particulier.

« *Le Maghreb, c'est 30% de l'économie de Marseille, si on additionne l'officielle et la souterraine* », affirme, sous couvert d'anonymat, un cadre de la CCI Marseille-Provence. Pour Marseille, ville française toujours à la traîne si l'on se réfère à l'indice de pauvreté ou au taux de chômage, perdre ce marché serait synonyme de crise économique et sociale immédiate.

Six organisations humanitaires dénoncent la criminalisation par les autorités françaises de l'assistance apportée aux exilés qui « *traversent la frontière franco-italienne au péril de leur vie* ». Amnesty International, la Cimade, Médecins du monde, Médecins sans frontières, le Secours catholique et Tous migrants s'appêtent à organiser une « *grande maraude solidaire* » à Montgenèvre (Hautes-Alpes) où un Togolais a trouvé la mort.

Ahurissant. L'organisation Sud Education 93 organise un stage de formation syndicale les 15 et 16 avril. Il s'agit de « *déconstruire le roman national dans une école raciste* » (et « *libérale* »,

naturellement). D'apprendre comment lutter « *contre la discrimination des élèves racisé-e-s dans les parcours scolaires* ».

Il est aussi écrit que le « *traitement différentiel des populations non-blanches par l'institution scolaire apparaît comme de plus en plus décomplexé* » et qu'il semble « *urgent d'y résister* ». Sud-Education avait organisé en 2017 deux journées de stage sur le racisme d'Etat interdit aux Blancs. Mais qu'attends Blanquer pour interdire ce syndicat ?

Ecologie/ Sciences

Le ministère des comptes publics annule depuis octobre 2018 tous les décaissements du Fonds unifié interministériel (FUI) destinés aux entreprises labellisées par les pôles de compétitivité. Ce fonds doit financer, à hauteur de 27 millions d'euros, 43 programmes de recherche sélectionnés en 2018 dans le cadre du 25^e appel à projets.

Les sols artificialisés représentent 9,4% du territoire français en 2015. En dix ans, c'est l'équivalent d'un département moyen qui a été bétonné. Si l'augmentation de la superficie de sols artificialisés accompagne souvent la croissance démographique et économique d'une ville ou d'un territoire, dans plus d'un tiers des départements français, ce n'est pas le cas.

«Le logement, avec l'extension des zones périurbaines, représente 50 % de la consommation de surface, puis viennent la création de zones d'activités économiques et les transports (voiries, lignes à grande vitesse, aéroports...) », rappelle Alice Colsaet, doctorante à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Légalisée en Belgique en 2002, l'euthanasie est passée de 349 cas en 2004 à 945 en 2010 et à presque 2040 en 2018, soit une augmentation de 247%. En Hollande la situation est encore plus dramatique : de 1 882 cas d'euthanasie demandée en 2002, on est passé à 3 695 en 2011, 5 306 en 2014, pour atteindre la barre des 6 585 en 2017.

Economie

Airbus va se retrouver fragilisé par les envies allemandes et françaises d'acquérir des hélicoptères de transport lourd, domaine dans lequel il a toujours refusé d'investir, estimant le marché trop réduit. Résultat, Paris et Berlin devraient sans doute acquérir des matériels américains, proposés par Sikorsky ou Boeing.

Quelque 732 entreprises de plus de 1000 salariés sur les 1400 appelées à publier avant le 1^{er} mars leur index de l'égalité hommes-femmes l'ont fait, a indiqué la ministre du Travail Muriel Penicaud, précisant que « *la loi autorise à sanctionner financièrement* » celles qui ne le publieront pas. Une telle mesure va sûrement aider à l'emploi !

Emmanuel Macron, a mis son veto à la nomination éventuelle de Christine Lagarde, encore à la tête du FMI, à la tête de la BCE en remplacement de Mario Draghi ou d'occuper un poste à Bruxelles. C'était pourtant une idée d'Angela Merkel, sa prétendue copine.

Le projet de loi déposé par le gouvernement qui concerne la vente d'Aéroport de Paris a fait monter au créneau l'opposition de droite comme de gauche qui dénoncent un « projet aventureux » et une faute stratégique. Au risque de renouveler les erreurs commises avec la vente de ceux de Toulouse, de Nice et de Lyon. Dans le même lot on trouve aussi la cession de la Française des jeux.

Le gouvernement, qui n'a pas inscrit Engie dans la liste des cessions gravées dans le marbre de la loi Pacte (contrairement à celles d'Aéroports de Paris ou la Française des jeux), envisagerait ainsi de

ramener la participation publique dans le capital du groupe à 15%. Il détient actuellement 23,64% du capital du groupe.

Tout le monde a encore en mémoire le scandale de la vente par l'Etat des sept sociétés d'autoroute, l'une des vaches à lait de l'Etat. En 2001 l'Etat, avec Lionel Jospin à sa tête, commence à vendre ses parts mais c'est en 2006, avec Dominique de Villepin que la vente est effective aux groupes Vinci, Eiffage et Abertis pour la somme de 14,8 Mds. En dix ans, les profits ont augmenté de 20%. Merci patron !

Le niveau des dépenses publiques en France est de 20% supérieur à celui de nos voisins européens. Sur un budget ramené à 1000 €, les trois premiers postes sont les retraites (268 €), l'Assurance-maladie, 191 €, et l'enseignement, 96 €, soit 55 % de la dépense globale. Pour plus de détail, rendez-vous sur le site de fipeco.fr

Que révèlent ces chiffres ? « *Que nous pouvons et nous devons faire des économies dans tous les domaines* ». Malheureusement, pour l'heure, le grand débat a surtout accouché d'idées de hausses d'impôts. La conclusion de cette note est donc à verser au dossier, en attendant la prochaine loi de finances.

Le petit monde des bailleurs sociaux ne sont pas vraiment contents de la ponction qu'entend effectuer le gouvernement dans leur caisse à hauteur de 1,5 Mds €. Une mesure très contestée par les organismes, mais aussi les associations d'élus (Assemblée des départements de France, Association des maires de France...) qui ont besoin des HLM pour mettre en œuvre leurs politiques locales de l'habitat

Culture / médias

Le célèbre guide de voyages *Le Petit futé* sort le 19 mars sa première édition consacrée à la Corée du Nord. Estimant ne pas avoir à s'ériger en « juge » et plaidant en faveur de la « *richesse culturelle inexploitée* » du pays.

Le Petit Futé a fait appel notamment à l'historien et politologue Barthélemy Courmont, spécialiste de l'Asie du Nord-Est à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), et à Antoine Richard, rédacteur en chef adjoint du site Asialyst, établi à Pékin.

Un projet de podcast quotidien sous la marque *Les Echos* va être testé pendant six mois, avant une éventuelle pérennisation pour la rentrée de septembre. Pierrick Fay, ancien reporter à Europe 1, chef de service adjoint au service marchés du journal économique vient de se voir confier une missions dans ce sens.

Les pertes du *Parisien* avoisineraient les 10 millions d'euros par an. L'actionnaire, Ufipar (LVMH), a dû recapitaliser le quotidien à hauteur de 83 millions d'euros en décembre. Et un recul de 5 % en 2018 sur la diffusion qui vend toutefois 193 000 exemplaires.

Il est inexact de prétendre que Lagardère Media News pourrait se séparer d'Europe1 d'ici à 2021. Cette éventualité n'a jamais été envisagée. Et Il est inexact de prétendre que Vincent Bolloré aurait formulé une offre de reprise au groupe Lagardère.

Le sujet de la réforme de la distribution de la presse en France est tellement sensible politiquement qu'il est traité au plus haut niveau de l'État. le projet de refonte de la loi Bichet de 1947 est piloté en direct par le cabinet d'Édouard Philippe.

C'est un sujet de préoccupation pour le monde de l'édition. Les ventes de livres dans les super et hypermarchés sont en recul constant depuis plusieurs années, avec un décalage marqué par

rapport aux autres canaux de vente. En cinq ans, la part de marché des grandes surfaces alimentaires dans le livre est passée de 20% à 15 %. Et en BD, les ventes ont fondu de 30%.

Europe

Union européenne. En 2017, quelque 825 000 personnes ont acquis la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne (UE), un chiffre en baisse par rapport à 2016 (où il s'établissait à 995 000) et à 2015 (841 000). Si, parmi les personnes devenues citoyens de l'un des Etats membres de l'UE en 2017, 17 % étaient auparavant citoyens d'un autre Etat membre de l'UE, la majorité était des ressortissants de pays tiers ou des apatrides. Les Marocains, les Albanais et les Indiens en ont été les principaux bénéficiaires.

Les pays de l'UE ont une nouvelle fois étalé à Bruxelles leurs divisions sur la réforme de leur système commun d'asile, trois jours après l'appel d'Emmanuel Macron à une harmonisation européenne. La Commission a appelé à avancer sur d'autres dossiers moins explosifs comme la base de données Eurodac des empreintes de migrants.

Plusieurs pays, comme l'Italie, la Pologne ou la Hongrie ont réaffirmé qu'ils n'accepteraient pas de « saucissonner » la réforme de l'asile. Et que s'il n'y avait pas d'accord sur un nouveau système de Dublin, il n'y aura pas d'accord. Le règlement de Dublin oblige à renvoyer l'immigré dans son premier pays d'entrée dans l'Union.

Allemagne. Annegret Kramp-Karrenbauer, nouvelle patronne du CDU et candidate adoubée à la succession de Merkel, ne semble pas sur la même longueur d'onde que Macron avec sa lettre-programme.

«Le centralisme européen, l'étatisme européen, la communautarisation des dettes, l'eupéanisation des systèmes de protection sociale et du salaire minimum seraient la mauvaise voie », explique la présidente de la CDU. Mais elle serait d'accord sur le besoin de « convergence » entre les Etats et favorable à un « *budget européen de l'innovation* ».

En fixant des lignes rouges et des objectifs, la nouvelle présidente de la CDU, le principal parti en Allemagne, rappelle implicitement à Emmanuel Macron qui a la main en Europe. La conservatrice refuse aussi de laisser à Macron le leadership du camp proeuropéen.

L'Allemagne a annoncé une contribution de 1,44 milliard d'euros pour les réfugiés syriens, à l'ouverture de la réunion ministérielle de la conférence des donateurs organisée par l'UE et l'ONU à Bruxelles.

Angleterre. Pour la deuxième fois, les députés britanniques ont rejeté en masse l'accord de retrait de l'Union européenne. Ils ont voté contre le texte par 391 voix contre 242. On finit par ne plus rien comprendre à cette histoire de Brexit.

Mille milliards d'euros, c'est la somme colossale des avoirs délocalisés par la City vers le reste de l'Europe depuis le vote sur le Brexit. Quelque 275 banques et autres établissements financiers ont « *déménagé ou déplacé une partie de leurs affaires, de leurs salariés, avoirs et entités légales du Royaume-Uni vers l'UE pour se préparer au Brexit* », affirme un rapport de l'institut New Financial. Dublin arrive en tête avec 100 sociétés, 60 au Luxembourg, 41 à Paris, 40 à Francfort et 32 à Amsterdam.

Espagne. L'ancien dirigeant catalan Carles Puigdemont, qui vit en exil en Belgique, a été choisi pour être la tête de liste d'un parti séparatiste catalan aux élections européennes au mois de mai prochain.

Finlande. Le premier ministre finlandais Juha Sipilä a présenté vendredi 8 mars la démission de son gouvernement de centre droit après avoir échoué à faire passer un programme de réformes sociales et sur le système de santé, avant les législatives prévues pour le 14 avril.

Hongrie. Budapest n'entend pas céder à l'ultimatum fixé par le chef de file de la droite européenne Manfred Weber à Viktor Orban pour qu'il amende ses positions nationalistes s'il veut éviter une exclusion du Parti Populaire européen (PPE), a annoncé le gouvernement hongrois

Italie. Le gouvernement italien a indiqué vouloir rediscuter avec la France et l'UE de la pertinence du controversé projet de ligne ferroviaire Lyon-Turin ainsi que d'une éventuelle « répartition différente de ses coûts économiques ». « Je ne suis pas convaincu qu'il s'agisse d'un projet dont l'Italie a besoin » estime le président du Conseil, Giuseppe Conte.

Le président du Parlement européen, Antonio Tajani, s'est excusé pour ses propos controversés sur le dictateur Benito Mussolini, allié de Hitler durant la Seconde Guerre mondiale, qui aurait fait « des choses positives », selon lui.

Norvège. Le plus gros fonds souverain au monde, celui de la Norvège, qui est alimenté par les recettes pétrolières et pèse 1 000 milliards de dollars, va se désengager de certaines compagnies pour réduire l'exposition du pays à l'or noir. Cette mesure, saluée par les écologistes, porte un coup aux énergies fossiles polluantes, alors que la Norvège reste le plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'ouest.

Pays de l'Est. La plupart des pays de l'ex-bloc soviétique ont vu leur population diminuer dans des proportions inquiétantes ces trente dernières années. Selon certaines estimations, entre 15 et 18 millions de citoyens de l'Est vivaient aujourd'hui en Europe de l'Ouest.

Cet exode, qui concerne notamment les personnes les plus qualifiées, favorise de manière indirecte la montée des populismes et le recul de la démocratie. Sur place, le phénomène a aussi de lourdes conséquences sociales.

Portugal. La reprise économique du Portugal repose sur une assise solide : le PIB a retrouvé ses niveaux d'avant la crise, le taux de chômage a baissé considérablement et la reprise de l'investissement et de la consommation intérieure se conjugue à la robustesse des exportations pour soutenir l'économie.

Russie. Des systèmes de missiles sol-air S-400, considérés comme l'un des fleurons de l'industrie militaire russe, ont été déployés dans la région de Leningrad (Nord-Ouest), a rapporté le ministère russe de la Défense. Des S-400 devraient également être déployés à partir du 15 mars près de l'enclave russe de Kaliningrad, a ajouté Interfax.

International

ONU. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, ex-présidente du Chili, a réclamé à la France une « enquête approfondie sur tous les cas rapportés d'usage excessif de la force » pendant les manifestations des Gilets jaunes. Si l'ONU s'en mêle...

Algérie. Alors que les manifestations contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à la présidentielle se multiplient, c'est la situation économique du pays qui est préoccupante. L'Algérie souffre du « syndrome hollandais ». Une maladie qui consiste pour ce type d'États à ne pas diversifier suffisamment leur économie, presque entièrement tournée vers l'exploitation et l'exportation de matières premières.

Le sixième président de l'Algérie indépendante prend sa retraite. Atteint d'un cancer de l'estomac doublé d'un AVC, le président algérien Bouteflika vient d'annoncer qu'il ne briguerait pas un cinquième mandat.

Mais les octogénaires gardent la main sur la scène politique algérienne. Lakhdar Brahimi, 85 ans, a été chargé par le gouvernement de présider la conférence nationale qui doit proposer une nouvelle constitution et fixer la date de la présidentielle.

Inde. Le gouvernement a dépensé 3 Mds de dollars pour la location d'un troisième sous-marin nucléaire russe pour un contrat de dix ans. En octobre 2018, l'Inde avait déjà acheté à Moscou le système de défense sol-air S-400 pour 5,2 Mds de dollars.

Nouvelle-Zélande. Vendredi 15 mars, des fusillades dans deux mosquées de Christchurch, dans le sud du pays, ont fait 49 morts et 20 blessés graves. Un homme en tenue de camouflage noire est entré par la porte principale. Armé d'un fusil automatique ou semi-automatique, il a tiré sur les 300 croyants réunis pour la prière du vendredi.

Etats-Unis. A la chambre des représentants où les démocrates sont majoritaires, une nouvelle élue Ilhan Omar est accusé de propos antisémites. Du coup la polémique a fait apparaître au grand jour un clivage sur le dossier israélien qui faisait l'objet au Congrès jusqu'à présent d'un très large consensus, comme en témoigne la très forte délégation qui assiste chaque année au rassemblement du puissant lobby pro-israélien, l'American Israel Public Affairs Committee.

Elle a notamment insinué que des élus américains de confession juive plaçaient les intérêts d'Israël avant ceux des Etats-Unis. Une affirmation qui a suscité la vive irritation de certaines figures démocrates de la Chambre dont Eliot Engel, Nita Lowey et Jerrold Nadler, tous de confession juive et à la tête d'importantes commissions parlementaires.

Il faut repenser la finalité européenne à l'échelle du monde



Plus que ses valeurs, l'Europe doit maintenant mettre en avant la défense de ses intérêts face au reste du monde estime Michel Foucher dans son dernier livre (*). Il est intervenu mercredi 13 mars au Festival de géopolitique de Grenoble. Entretien.

L'Europe subit à la fois des chocs venus de l'extérieur : – terrorisme, menace de guerre commerciale, vague migratoire – et de grands chocs intérieurs – Brexit, populismes – qui la fragilisent. Comment maintenir le cap de la construction européenne quand l'édifice est ainsi attaqué ?

Plusieurs de ces chocs, comme le Brexit ou le protectionnisme agressif des Etats-Unis, ont conforté l'Europe de l'Union pour deux raisons distinctes. La première est la prise de conscience des intérêts partagés – aucun Etat n'a suivi la voie britannique, chaotique, tandis que la Maison-Blanche attaque de front une relation économique fondamentale qui conduit au regroupement. La seconde tient à la méthode suivie qui donne un mandat clair pour deux négociateurs, Michel Barnier et Cecilia Malmström. Dans les deux cas, l'Europe de l'Union est en position de force, même à vingt-sept. De son côté, le défi terroriste a forcé une plus forte coopération des services de police et de renseignement ainsi qu'une nouvelle législation. Maintenir le cap, c'est affirmer, protéger et promouvoir les intérêts partagés fondamentaux. Mais au moment où les Européens sont mieux conscients de leurs intérêts et de leurs atouts, il y a une remise en cause de l'union de valeurs.

La montée des populismes exprime ces divergences sur les valeurs ?

Le populisme prétend apporter des solutions simples à des problèmes compliqués via des outils – référendums, réseaux sociaux – qui dénie le rôle des experts et des structures intermédiaires au prétexte qu'ils ne sont pas élus et qui entretiennent le fantasme d'un peuple homogène contre des dirigeants qui comploteraient. Ce style met en scène des ennemis verticaux, l'Europe, et horizontaux, l'autre et l'immigré. Ces mouvements nationalistes n'auront pas le succès qu'ils escomptent lors des élections de mai 2019.

Voyez-vous la forme de l'Union européenne évoluer radicalement dans les prochaines années ? Va-t-on vers une scission plus nette ?

Les scissions les plus graves sont internes aux sociétés et s'expriment avec netteté dans les cartes électorales récentes : celle du Brexit, des conservateurs polonais, du Front national en 2017. Partout, s'opposent des zones rurales ou désindustrialisées et des régions urbanisées et branchées sur la modernité. Le Parlement européen sera de plus en plus la caisse de résonance de ces diverses composantes sociales, que l'on ne peut pas enfermer dans des catégories réductrices, comme le nationalisme. A partir de juin 2019, le Parlement européen ressemblera un peu plus aux parlements nationaux, avec des oppositions plus bruyantes, alors que jusqu'à maintenant les grands courants politiques n'étaient séparés que par des nuances

sans débat sur le fond. Les forces pro-européennes devront mieux afficher les finalités de la délégation des compétences souveraines.

En quoi est-ce une amélioration ?

Parce que l'apparition d'une opposition à l'intérieur du système va obliger les proeuropéens à mieux définir la finalité de l'Union européenne. Jusqu'à présent, on a trop insisté sur les valeurs de l'Europe et pas assez sur les intérêts communs des Européens. Il faut aujourd'hui penser le projet européen à l'échelle du monde. On l'a imaginé au départ à l'échelle occidentale, contre le communisme. Puis à l'échelle du continent, après l'effondrement de l'Union soviétique. L'enjeu me semble de penser la poursuite du projet européen en ajoutant une autre échelle de référence, l'échelle mondiale. On a vu la tension entre échelle européenne et échelle mondiale dans l'affaire Alstom-Siemens : protection du consommateur européen ou formation d'un champion européen de taille mondiale. On le voit aussi quand Berlin ne suit pas Paris pour taxer les Gafa en raison de l'exposition allemande sur le marché américain de l'automobile. Les responsabilités militaires et diplomatiques de Paris en Afrique sont rarement partagées par les autres. Donc, un passage en revue lucide des finalités d'un projet européen commun dans le monde tel qu'il a l'inconvénient d'être est impératif.

Comment convaincre la jeunesse de l'utilité de l'Europe quand elle a tant de mal à s'incarner ?

Par l'éducation européenne, pour paraphraser Romain Gary : rappeler dans les lycées et écoles la longue durée de cette coopération entre Etats-nations bâtie après les guerres civiles européennes, encourager la mobilité et les brassages, apprendre la langue de l'autre. L'horizon européen est un acquis pour les nouvelles générations. C'est à eux d'en faire bon usage.

Michel Foucher est géographe et diplomate, il a une chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales.

(*) « Europe, un dessein, un destin », Editions Marie B, 2019.

Source : Les Echos 13/03/19

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[encore et toujours, le site de Synthèse nationale](#)

[excellent site : l'observatoire du journalisme](#)

[10e cérémonie des bobards d'or](#)

[gilets jaunes, déjà trois mois](#)

[Jérôme Fourquet sur LCI, une première](#)

[l'observatoire de l'islamisation](#)

[un site aussi pertinent qu'intelligent](#)

[la lettre patriote](#)

[entretien avec Jérôme Fourquet sur la fragmentation de la société française](#)

Journée de lecture

***Les magiciens du nouveau siècle*, par un collectif anonyme, Pygmalion, 1200 p., 34,90 €**

A partir de l'idée développée par Louis Pauwels et Jacques Bergier dans *Le matin des magiciens*, voici sa version 2019 à l'aune du réalisme fantastique. Et de dézinguer au passage quelques idées du best-seller originel. Démontage des théories farfelues du complot qui naviguent sur Internet dont la remise en cause de ce nazisme « addition de René Guénon et des Panzers ». On s'ennuie pas et les auteurs font preuve d'une réelle probité intellectuelle.



***Partis pris, Littérature, esthétique, politique*, anthologie d'articles de Marc Fumaroli, collection « Bouquins », Robert Laffont, 1088 p., 32 €**

Que dire de Marc Fumaroli dont nous sommes des inconditionnels. Ce monument d'érudition est l'exemple même de cet honnête homme à la française qu'ont forgé les XVIIe et XVIIIe siècles et dans lequel pourrait se retrouver un Fabrice Luchini. Un homme de haute culture à la charnière des 20 et 21^{ème} siècles. Donc, une

lecture et un regard pertinents de cet homme qui a abordé bien des sujets au fil du temps. Précipitez-vous.



***L'erreur et l'orgueil*, par Roger Scruton, L'Artilleur ed., 495 p., 23 €**

L'essai magistral de l'intellectuel britannique conservateur Roger Scruton, « *Fools, Frauds and Firebrands : Thinkers of the New Left* » (2015), consacré aux principaux penseurs modernes de gauche – de Jean- Paul Sartre à Alain Badiou en passant par Habermas et Hobsbawm –, est enfin traduit et publié en français sous le titre *L'Erreur et l'Orgueil*